

Cornelius Castoriadis

Vers la stratocratie

La politique extérieure de la Russie, 1945-1980.

Il est indispensable, vu l'aveuglement volontaire à peu près universel, de faire ressortir plus nettement la spécificité de l'évolution réelle de la politique extérieure russe depuis 1945 en la comparant à d'autres possibles. Après la Seconde Guerre, la Russie aurait pu se replier sur elle-même – ou entrer dans la pratique « normale » de la rivalité et du jeu des influences dans ce qui aurait pu succéder au prétendu « concert des puissances » d'autrefois et qui était, très explicitement voulu comme tel par les Américains et Roosevelt, un condominium mondial russo-américain. Inattaquable et inconquérable ; possédant dès le début des années 1950 les armes nucléaires ; ayant acquis en Europe un glacis stratégique large, elle aurait pu, dans l'abstrait, se replier sur elle-même, se contenter de ses conquêtes considérables depuis 1939, s'orienter vers une amélioration de sa situation économique interne. Ce n'est absolument pas ce qui s'est passé. Les gouvernements largement pro-russes des pays satellites (comme aucun tsar n'en aurait rêvé) ne lui suffisaient pas : la mise au pas intégrale lui était nécessaire, culminant dans le coup de Prague en 1948. Le « partage de Yalta » ne lui suffisait pas ; la deuxième guerre civile grecque était déclenchée en 1947. Le premier blocus de Berlin, puis l'attaque en Corée ont suivi. Je rappelle ces faits car non seulement pour les jeunes, mais pour tous ceux qui ont aujourd'hui moins de quarante ou quarante-cinq ans, ils doivent appartenir au mieux à une histoire poussiéreuse et ambiguë. Or cette histoire c'est le présent, c'est elle qui continue – et elle est éclairée par tout ce qui a suivi.

Malgré quelques apparences, cette ligne internationale n'a jamais subi d'inflexion essentielle. Il est massivement faux de parler même d'« alternance » des *méthodes* de la politique internationale russe derrière laquelle se cacherait la permanence du but poursuivi. Il n'y a jamais eu d'alternance que *rhétorique*. (Même à ce niveau, du reste, ce n'est jamais que la moitié de la rhétorique qui change : à aucun moment, les proclamations sur l'inéluctable « victoire finale du communisme », c'est-à-dire de la Russie, n'ont cessé.) À peine la guerre de Corée et la première guerre d'Indochine terminées, les Russes commencent à pénétrer au Proche et au Moyen-Orient (l'aventure franco-anglaise de Suez en 1956 leur en fournissant une merveilleuse occasion). Au début des années 1960, c'est la deuxième crise de Berlin et l'installation de fusées à Cuba. Et, presque simultanément, commence la deuxième guerre d'Indochine, impossible sans le soutien logistique et politique russe. Fidèle à sa mission révolutionnaire et socialiste, prête à se sacrifier pour le bonheur de l'humanité – bonheur tellement étouffant que les habitants du Viêt-nam préférèrent se faire bouffer par les requins que continuer à le vivre – la Russie s'y battra jusqu'au dernier

Cet article est paru en mai 1981, dans le n° 12 du *Débat* (pp. 5-17).

paysan vietnamien, cependant que les États-Unis s'enfoncent, crime inutile, dans un guêpier sanglant où ils perdront leur prestige, leur équilibre économique, leur moral, leur cohésion nationale et finalement, quoique de façon indirecte, leur suprématie et même leur équivalence militaire au plan mondial pour rien. (Lorsque, pendant la même période, les Russes envahissent la Tchécoslovaquie, les Américains s'empressent de leur faire savoir qu'ils n'y voient aucune objection¹, cependant qu'un « homme d'État » français, Michel Debré, qualifie l'occupation de la Tchécoslovaquie d'« incident de parcours ».) À la démonstration faite aux yeux du monde, de 1964 à 1972, que les États-Unis ne peuvent pas gagner une guerre terrestre contre une nation de va-nu-pieds, fera suite une autre démonstration tout aussi intéressante : que la signature des États-Unis au bas d'un traité international ne vaut pas le papier sur lequel elle est écrite (conquête par le Viêt-nam du Nord du Viêt-nam du Sud, dont l'existence était « garantie » par les États-Unis). La chute de Saïgon montrait que désormais les États-Unis non seulement n'étaient plus « crédibles », comme on le dit superficiellement, mais qu'ils n'étaient plus *fiabiles* (*reliable, zuverlässig*). La démonstration a été amplifiée jusqu'au grotesque quelques années plus tard avec ce qui a précédé, comme avec ce qui a suivi, la chute du Shah en Iran ; il faut ajouter que, dans ce cas, aucun concours des Russes n'a été nécessaire, les Américains s'y étant admirablement débrouillés tout seuls.

La majeure partie des années 1970, après les « accords de Paris », et jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan, est couverte en surface par la « détente » ; rencontre de Vladivostok, SALT I, pitreries redoublées de Kissinger, doctrine Sonnenfeldt, accords d'Helsinki, discussions et accord au niveau gouvernemental sur SALT II. Or c'est pendant cette période que les Russes s'installent solidement en Afrique (Mozambique, Angola, Somalie – rationnellement échangée peu après contre l'Éthiopie) et au Yémen du Sud ; qu'ils donnent le feu vert aux Nord-Vietnamiens pour envahir le Sud-Vietnam ; qu'à peine signés les accords d'Helsinki – et, à défaut de « traité de paix », leur installation en Europe centrale officiellement reconnue et ratifiée – ils donnent libre cours à une répression redoublée contre les dissidents ; qu'ils poursuivent, face à une Amérique à tous égards décomposée et dont l'armement stagne ou régresse, un effort militaire gigantesque qui leur procure, dès la fin de la décennie, une supériorité militaire tous domaines nette et, selon toute probabilité, désormais *irréversible*. La décennie se termine avec l'invasion de l'Afghanistan, qui montre combien de cas les Russes font de SALT II et de la « détente » (ce qui n'exclut nullement, bien entendu, dès que les circonstances l'exigeront ou s'y prêteront, une nouvelle phase de rhétorique tranquillisante).

Voilà la forêt. Le soin de détailler le feuillage des arbres qui la composent peut être laissé aux historiens, aux spécialistes, aux imbéciles et aux sycophantes du Kremlin – quatre classes certes distinctes mais dont l'intersection n'est pas nécessairement vide.

Bien évidemment, cette politique d'expansion et d'accroissement de puissance internationale est allée de pair avec une politique intérieure tout aussi constante et, finalement, si on y réfléchit, si on tient compte des presque quatre décennies écoulées depuis la mort de Staline, des « possibilités théoriques »

1. Zdenek Mlynar, *Nightfrost in Prague : The End of Humane Socialism*, New York, Karz Publishers, 1980. Extraits publiés dans *Telos*, n° 42 (hiver 1979-1980, pp. 31 à 55), et dans *Le Débat*, n° 9 (pp. 35 à 41). Membre de la « nouvelle » direction tchécoslovaque, participant direct aux « négociations » de la fin août 1968 – il parle à ce propos d'« otages entre les mains de gangsters » –, Mlynar résume ainsi le discours de Brejnev lors de la sinistre (et terminale) séance du 26 août : « Brejnev, lui, a demandé au président Johnson si le gouvernement américain reconnaissait encore pleinement les résultats des conférences de Yalta et de Potsdam. Le 18 août, il a reçu la réponse suivante : la reconnaissance vaut sans réserve pour la Tchécoslovaquie et la Roumanie, mais, pour ce qui concerne la Yougoslavie, il faut encore négocier » ! (*Telos*, loc. cit., p. 50 ; *Le Débat*, loc. cit., p. 40).

qu'elles offraient, des changements matériels incontestables qu'entraînaient l'urbanisation et l'industrialisation relative du pays, *étonnamment inaltérée*. Ici encore, cessons de figoler la description des arbres et regardons la forêt : qu'est-ce qui a *vraiment* changé en Russie depuis la mort de Staline, pour ce qui est des orientations et des méthodes de gestion du régime, de ce qui *dépend de lui* ? (Je ne parle évidemment pas de choses infiniment importantes mais qui lui échappent, l'évolution des mentalités par exemple.) Une seule chose : la terreur. Encore faut-il voir ce que cela signifie : la consolidation et la protection des couches bureaucratiques (désormais on peut perdre son poste, mais non sa tête ou sa liberté, ni même la totalité de ses privilèges), et surtout : *la rationalisation de la répression*. Accompagnée d'une des rares contributions de la Russie à la technologie appliquée contemporaine : l'utilisation de la psychiatrie à des fins policières, la répression est la seule industrie russe qui a marqué des fantastiques progrès dans l'efficacité. On peut maintenant en Russie fabriquer le degré suffisant de soumission sociale en consommant un nombre presque négligeable de cadavres. (Bien entendu, la terreur stalinienne n'avait rien à voir avec une « logique de la répression », ni avec une autre, et ne peut pas être jugée sur des critères d'efficacité, ni répressive ni « économique ».) À part cela, rien. Le régime aurait pu s'orienter vers une véritable amélioration de la situation économique interne. C'est ce qu'on aurait pu penser – c'est ce que l'on a effectivement pensé – en 1953-1954, avec les mesures de Malenkov, puis aussi quelque temps avec Khrouchtchev. Il ne l'a pas fait. Une orientation différente aurait impliqué soit des mesures de réorganisation et de réforme très poussées, soit une affectation différente des ressources (entre le secteur militaire et le secteur non militaire), soit, très certainement, les deux à la fois. Mais le « choix » du régime, confirmé année après année depuis au moins un quart de siècle, et quel que soit le « climat » international, a constamment été : priorité absolue à l'expansion quantitative et qualitative de la société militaire ; maintien de la production, de l'économie et de la société non militaires dans le même état de croupissement et de pénurie, à peine perturbé périodiquement par des « réformes » et des bricolages incohérents et inefficaces.

Tel est le fait fondamental : une politique internationale constamment agressive et expansive ; une politique intérieure qui subordonne tout le reste à l'expansion de l'Appareil militaire et s'accommode parfaitement d'un état chroniquement lamentable de tout ce qui n'est pas militaire. Ce sont deux volets de *la même réalité*, même si celle-ci est loin d'être simple. Impossible de les comprendre sans les considérer ensemble.

Ce fait fondamental demande explication du point de vue de ses *conditions de possibilité*. Nous découvrons celles-ci dans la relative autonomisation de la société militaire russe, son poids et son pouvoir effectif croissant, bref, l'évolution du régime russe vers une *stratocratie* totalitaire. Si tel est le cas, si ce facteur existe et joue le rôle qu'exige la nécessité de « sauver les phénomènes », il y a des conséquences à en tirer. Ces conséquences rejoignent l'autre exigence qui découle de la reconnaissance du fait fondamental : celui-ci demande explicitation de ses implications pour l'avenir, de sa dynamique propre, de ses potentialités. Le surarmement de ce pays, devenu première puissance militaire mondiale en même temps que sa production et son économie non militaires demeurent dans un état lamentable, est à la fois clé de l'analyse de la société russe contemporaine et boussole indiquant les lignes de force de son avenir. Ses conditions de possibilité embrassent la totalité du fonctionnement de la société russe. Ses implications potentielles engagent toute la dynamique historique de cette société et, par conséquence, du monde contemporain.

Implications de la qualité de l'armement russe.

Le surarmement russe fait surgir immédiatement deux questions fondamentales. Toute « conception » de la société russe qui n'en a pas conscience et n'est pas capable d'y répondre est dérisoire et à écarter d'emblée.

Première question : comment une société comparativement si pauvre au total peut-elle déployer des moyens de guerre aussi massifs ? Si cette question était la seule, on pourrait certes répondre, du moins dans un premier temps : en y consacrant des ressources considérables, disproportionnées avec celles qu'une société plus riche aurait à y consacrer pour le même résultat. Certes, une autre question surgirait alors (comme elle surgit de toute façon), tout aussi capitale : *et pourquoi donc fait-elle ce choix ?* J'y reviendrai.

Deuxième question : comment une société où la quasi-totalité des produits offerts à la population civile sont d'une qualité médiocre ou déplorable, et qui doit continuer d'importer des produits, et des usines clés en main, relevant de technologies élémentaires – comment cette société peut-elle fabriquer un matériel militaire d'une *si haute qualité en si grandes quantités* ? (Les grandes quantités sont évidemment décisives : le problème ne se poserait pas, ou serait beaucoup moins important s'il s'agissait de quelques prototypes.)

Je commencerai par cette deuxième question. Mais, avant d'aller plus loin, je demande au lecteur de faire un effort pour se représenter l'énorme *diversification, universalité, interdépendance et intégration* de l'industrie militaire moderne. Celle-ci ne fabrique pas quelques armes – des sabres, des fusils et des canons. Elle fabrique des milliers, sinon des dizaines de milliers d'articles différents – avec des dizaines ou des centaines de milliers de composants différentes. Ces produits couvrent pratiquement la totalité des secteurs de la production industrielle moderne. Si un seul de ces secteurs fait défaut, le reste ne sert pour ainsi dire à rien. Si un seul fonctionne mal, le produit final ne vaut rien. Il ne vaut rien non plus, si les affluents de production ne sont pas bien coordonnés et intégrés. Vous pouvez prendre la moitié ou les trois quarts du P.N.B. de l'Inde ou de l'Amérique latine tout entière : vous disposerez de l'équivalent des « dépenses » militaires russes, mais vous ne pourrez pas mettre sur pied une seule usine qui fabrique *en série* des Mig-25, des SS-20 ou des satellites artificiels. Une telle usine implique, en amont et latéralement, tout un *univers* industriel, technologique *et* sociologique, qui fonctionne convenablement.

La production militaire contemporaine, telle qu'elle est abondamment réalisée en Russie, exige d'abord une technologie extrêmement avancée des inventions et des applications : à savoir, la capacité de concevoir, spécifier et produire en état de marche un exemplaire d'un produit final, par exemple d'un engin quelconque. Elle exige, en deuxième lieu, une technologie également avancée de la production en série de ces applications et une organisation/contrôle satisfaisants de la production. Dans la presque totalité des cas, il est techniquement et physiquement impossible de produire des produits finals avancés avec des moyens de production arriérés (Archimède, en possession complète de la théorie du laser, ne pourrait pas en fabriquer un seul) ; et cela devient totalement impossible, quel que soit le gaspillage de travail qu'on est disposé d'accepter, s'il s'agit de production en série. Elle exige enfin, en troisième lieu, des approvisionnements en inputs bruts et semi-bruts en quantité suffisante mais aussi (pour certains produits semi-bruts) de *qualité* satisfaisante. Même ce troisième aspect ne peut être négligé. Certes, plus on remonte vers les inputs primaires (charbon, minerais métalliques, etc.), plus les qualités sont, par nature, moins différenciées et/ou le contrôle qualitatif des matériaux devient simple ; mais les problèmes qualitatifs

que pose la fabrication des aciers spéciaux ou celle de certains métaux non ferreux ne sont ni triviaux ni simples (les sous-marins russes sont de plus en plus construits avec des coques en titane, qui leur permettent des plongées plus profondes, et la métallurgie du titane n'est pas spécialement banale)².

La réponse à notre deuxième question, la seule possible, est : il n'y a pas une société, une industrie, une économie russes – il y en a deux : la société, l'économie, l'industrie militaire – et l'autre. (...)

La quantité aussi bien que (et peut-être surtout) la qualité de la production d'armements russe a des implications extrêmement vastes. Elle exige des chaînes de production fantastiquement importantes. Ces chaînes doivent être équipées de machines-outils à peu près parfaites (les tolérances des pièces de la métallurgie moderne, celles qui entrent par millions dans les chars, les avions, les armes, etc., sont de l'ordre du dixième de millimètre, parfois moins). Les armes nucléaires, les fusées, les satellites ne peuvent ni être fabriqués, ni fonctionner sans le secours d'ordinateurs très puissants. (Si de tels ordinateurs ne sont pas disponibles, on peut les remplacer pour le même travail par un nombre plus grand d'ordinateurs moins puissants, dans la grande majorité des cas : mais *non pas* par un million d'additionneuses de Pascal.) Tous ces moyens de production doivent à leur tour avoir été produits par des moyens de production fiables.

Tout cela ne peut pas fonctionner sans ingénieurs, techniciens, etc., très qualifiés ; ni sans « agents techniques » et ouvriers de toutes les branches – depuis les analystes-programmeurs jusqu'aux fraiseurs, ajusteurs, tourneurs, etc. Et tous ces travaux, et étapes de fabrication, doivent être organisés et coordonnés selon des chaînes de production et de montage indépendantes au départ mais parallèles, convergentes, synchronisées et ajustées les unes aux autres et toutes ensemble.

Mais aussi, comme dans toute l'industrie moderne, pour que cela fonctionne, il faut un certain degré de participation et de coopération des travailleurs à tous les niveaux : d'*adhésion*, fût-elle à 50 %, à la production. Cette adhésion, il est exclu qu'elle soit obtenue par la seule *contrainte*, et même la contrainte économique : la contrainte économique, aussi longtemps que le niveau des rémunérations reste bas ou est perçu comme tel, conduit au sabotage de la production et à la fabrication d'objets défectueux.

Le fait important n'est pas (seulement) qu'une quantité énorme de ressources est consacrée à l'armement – pendant que le pays manque presque de tout. Le fait important est le *clivage qualitatif* entre la production militaire et l'autre – qui renvoie à un clivage qualitatif des *ressources humaines*, de l'*organisation* de la production et finalement des *attitudes* de ceux qui sont engagés dans la production. Nous sommes renvoyés, autrement dit, à des faits humains et sociaux. C'est encore du crétinisme (ou fétichisme) économique que de croire que la « quantité des ressources » explique tout. Pas plus que la guerre n'est faite par les engins, la production n'est faite par les machines : l'une et l'autre sont faites par les hommes. Il y a visiblement, en Russie, des hommes qui, du sommet au bas de l'échelle, sont passionnés par la production des *Mig*, cependant que, depuis les manœuvres jusqu'à Brejnev, tout le monde se fiche de la production de chaussures. Le clivage de la société militaire et de l'autre n'est ni ne peut être ni simplement « économique », ni simplement « technologique ». Il est, nécessairement, sociologique, au sens le plus profond et le plus fort de ce terme.

2. Déjà en 1978, on considérait que les Russes possédaient une avance importante sur les Américains pour la métallurgie du titane. V. John M. Collins, *Imbalance of Power*, Macdonald and Jane's, Londres, 1978, p. 36. Cela a été amplement confirmé depuis, avec les monstrueux nouveaux sous-marins russes de type *Typhon* qui commencent à être déployés.

Il n'y a pas de barrière technologique (ou économique) *intrinsèque* entre la production non militaire et la production militaire moderne. De même qu'un pays industriellement avancé sans industrie d'armements pourrait, en l'espace de quelques années, mettre sur pied une industrie d'armements formidable (comme les États-Unis l'ont fait en deux ans, de 1939 à 1941), de même, un pays qui posséderait une industrie d'armements formidable pourrait, en l'espace de quelques années, moderniser l'ensemble de son industrie – du moins, commencer, par morceaux, cette modernisation. Depuis un quart de siècle, ce n'est absolument pas ce qui se passe en Russie. Une telle modernisation, s'il s'agissait seulement des machines, des investissements, des « coûts de production », aurait précisément pour résultat d'abaisser ces coûts de production partout ; elle ferait boule de neige et, après une période de gestation initiale, « se financerait elle-même ».

Et, s'il s'agissait seulement de « coûts », la question subsisterait toujours : et pourquoi donc le régime – qui n'a à craindre aucune attaque extérieure, mais « devrait » tout craindre de l'intérieur – n'a-t-il pas « opté » pour une répartition différente des ressources – un développement militaire plus lent, un développement non militaire plus rapide ?

On doit répondre, évidemment, que ceux qui décident s'intéressent au développement militaire, et non au développement civil, auquel ne sont faites que les concessions absolument et minimale-ment indispensables. Cela, à son tour, soulève une nouvelle question : *qui décide ? pourquoi* décide-t-il ainsi ? et surtout : comment se fait-il que, dans ce cas *et dans ce cas seulement*, sa décision est suivie d'effet (tandis qu'elle ne l'est jamais avec les « réformes » interminablement répétées de l'économie non militaire) ?

Il faut conclure, lorsque l'on considère toutes ces questions et leur interrelation, que ce développement a été rendu *possible et effectif* dans le secteur militaire pour des raisons autres que celles auxquelles on est habitué à penser dans ces cas (simples « quantités de ressources ») et selon un processus qui n'était pas et n'est toujours pas extensible au secteur non militaire. Ce processus a été la constitution (l'auto-constitution) d'une société militaire (non seulement l'armée proprement dite, mais l'ensemble des industries, services, etc., qui lui sont liés), qui s'est *organisée* d'une autre manière, qui *vit économiquement et productivement* d'une autre manière et qui est autrement *motivée*. Comment le processus de constitution de ce corps social et de son autonomisation par rapport au Parti s'est déroulé, à partir de quel « moment », sur l'initiative de quels noyaux, c'est une autre question et assurément fort obscure. En tout cas tout incline à penser qu'à partir d'un moment (sans doute pas très antérieur à la mort de Staline, ou à la suite de celle-ci, peut-être en liaison avec le développement des armes nucléaires), l'armée a comblé ; qu'elle a commencé à absorber la crème parmi les jeunes qui sortaient des universités et des écoles techniques ; et, surtout, qu'elle a dû commencer à absorber du personnel ouvrier soumis à des conditions spéciales, à des niveaux de rémunération fortement supérieurs à ceux du reste, et avec des attitudes devant le travail tout à fait différentes de celles que l'ouvrier russe a été forcé, depuis des décennies maintenant, à développer. Cela – qui était une simple déduction logique de ma part, lorsque j'écrivais l'article paru dans le numéro 8 de *Libre* – est en fait matériellement et directement attesté depuis quelque temps : les ouvriers qui travaillent dans les entreprises dites « fermées » signent un engagement renonçant au droit de changer d'employeur, et bénéficient de salaires très élevés et de multiples autres avantages³.

3. Viktor Zaslavsky, « The Rebirth of the Stalin Cult in the U.S.S.R. », *Telos*, n° 40 (été 1979), pp. 12-13 ; du même auteur, « The Regime and the Working Class in the U.S.S.R. », *Telos*, n° 42 (hiver 1979-1980), pp. 15-18.

(Dans le chapitre qui suit, omis ici, C. Castoriadis examine les implications des quantités existantes d'armement russe, et de l'output militaire annuel nécessaire pour leur constitution. Après discussion des hypothèses les plus plausibles en matière de productivité par homme-année en Russie, il aboutit à une estimation « moyenne » du nombre de personnes employées dans l'économie militaire russe de l'ordre de vingt millions.)

Les grandes masses de la société/économie russe.

Vingt millions de personnes (personnes *actives* ; il faut presque doubler pour parvenir à la population totale) dans la production militaire et ses annexes. Deux à trois millions de militaires professionnels proprement dits (y compris ceux des « administrations » correspondantes). Soit, vingt-deux ou vingt-trois millions de personnes dans le corps social de l'armée, dans la société militaire.

Quinze millions de membres du Parti – dont il faut soustraire un nombre très important déjà compris dans le corps social de l'armée (officiers membres du Parti – environ 90 % ; aussi, membres du Parti parmi le personnel technique et d'encadrement des industries militaires). Peut-être donc dix à douze millions de membres du Parti « civil », occupant (*Nomenklatura* civile) dans la société non militaire tous les postes comportant privilèges et pouvoir sur celle-ci.

Au total, trente à trente-cinq millions d'individus (sur environ cent cinquante millions de population active), insérés dans une organisation (une multi-organisation) hiérarchique pyramidale qui, malgré beaucoup de différenciations internes, appartiennent tous aux « privilégiés » du régime et ont partie liée avec celui-ci – fussent-ils des simples ouvriers ou manutentionnaires.

Parmi ces privilégiés, deux différenciations principales :

D'une part, entre la société militaire, et le Parti « civil » (plus les cadres de la société non militaire, privilégiés et formant sa clientèle obéissante) ; d'autre part, à l'intérieur de la société militaire, entre les dirigeants (« militaires » ou non), cadres, etc., et les « exécutants » de tous ordres, ouvriers surtout, mais privilégiés matériellement, et sans doute aussi « valorisant » leur travail et leur place dans la société et l'histoire russes.

Entre la société militaire et le Parti « civil », il existe de multiples ponts à plusieurs niveaux – mais aussi une distance considérable : pas d'interférence réciproque, *et règle de priorité absolue, dans tous les domaines, pour les demandes de l'armée* (règle attestée par d'innombrables témoignages). La réunification se fait au Sommet. Encore, pour comprendre comment elle se fait, il ne faut pas se poser les questions sous des formes stupides : y aura-t-il un Bonapartsky ou non ? ou : combien de généraux y a-t-il au Comité central ? ou : quelles personnes ont pris telle décision (à ce titre la classe capitaliste n'aurait jamais exercé le pouvoir dans les pays occidentaux : combien d'industriels ou de banquiers ont été président des États-Unis ou Premier ministre en Angleterre ?). Il faut se demander : quel est le *sens* des décisions prises et de l'orientation que la société russe, décisions explicites ou pas, tend à réaliser ? Et, si l'on passe au plan « subjectif » : dans quoi ceux qui forment le Sommet de l'Appareil du Parti voient-ils leur avenir et leur salut, comment leurs *actes* traduisent-ils leurs priorités, les choix qu'ils font, les visées de leur politique interne et externe ? Les faits ne laissent place à aucun doute : avec une constance fantastique, tout a été subordonné, tout a été sacrifié au développement de la société militaire.

Face à ces couches dominantes et/ou privilégiées – 20 % ou un peu plus de la population active – soutiens résolu du régime et de son orientation :

– Trente-quatre millions de paysans (23 % de la population active), vivant sous des conditions assez connues ;

– et soixante-quinze à quatre-vingts millions de travailleurs salariés dans l'industrie et les services non militaires (à peu près moitié-moitié), vivant misérablement avec des salaires en dessous de la « moyenne » (les rémunérations des médecins et des instituteurs sont sensiblement inférieures au salaire « moyen » des ouvriers – qui est gonflé par les salaires beaucoup plus élevés des ouvriers de l'industrie militaire), ne disposant pas de « magasins spéciaux », faisant des queues interminables, se désintéressant des clients et de la production ou la sabotant carrément, se débrouillant comme ils peuvent, trichant tant qu'ils peuvent, buvant plus qu'ils ne peuvent. (La seule marchandise toujours disponible en Russie, à n'importe quelle heure et n'importe quel lieu, c'est la vodka. Marchais préfère les Jeux olympiques à la drogue. Il reste à savoir à quoi la population russe préfère la vodka.)

Telles sont les grandes masses de cette société, chacune avec sa dynamique propre, toutes emportées dans la grande et aveugle dynamique de la force brute pour la force brute.

L'impossibilité de réformes.

Pourquoi l'organisation et le mode de fonctionnement de la société militaire ne sont-ils pas extensibles à l'ensemble de la société russe ? Une fois de plus, il faut comprendre que la question ne se pose pas en termes de choix rationnels et ponctuels, à effectuer à des moments singuliers. L'évolution de la Russie est, comme celle des autres pays mais beaucoup plus qu'elle, prise à tout instant dans l'immense inertie et pesanteur des situations déjà créées.

Pour que la production non militaire fût réformée sur le modèle de la production militaire, il ne suffirait absolument pas de lui transférer, *in abstracto*, des « ressources » : des « fonds d'investissement », des « machines » ou des « ingénieurs » (ce qui exigerait évidemment de soustraire ces ressources à l'Armée). Il faudrait aussi transférer *le mode d'organisation et de fonctionnement* de la production militaire au reste. À cela s'opposent des obstacles formidables. Je n'en citerai que les plus importants.

En premier lieu, il faudrait obtenir d'autres attitudes de l'ensemble du personnel, du sommet à la base. Cela ne se fait ni par de belles paroles, ni par des décrets. Dans la société militaire, les motivations des individus qui peuplent l'Appareil – officiers, dirigeants et cadres de la production, etc. – ne sont certainement pas seulement des motivations « économiques » : de privilèges, le bureaucrate russe dispose où qu'il soit placé. Ils ne font que le renforcer dans son cynisme et son carriérisme. Pour les cadres de la société militaire, autre chose est sans doute en jeu : l'imaginaire national-impérial, constamment renforcé par le *succès* incontestable de l'entreprise du surarmement et de l'expansion. Pour le bureaucrate de l'économie et de la production non militaire, une nouvelle « réforme » proclamée cette année n'est que la quinzième version d'une farce déjà jouée, vouée au même échec (au même succès en tant que farce) que les précédentes, et devant laquelle il s'agira d'essayer de faire semblant aussi bien que l'année dernière. Pour les constructeurs d'avions, de sous-marins ou de fusées, une nouvelle fabrication est un progrès effectif sur des fabrications qui ont été effectivement réalisées et couronnées de succès. Des motivations analogues – aussi bien le nationalisme qu'un travail qui « sert à quelque chose » – doivent valoir sans doute aussi pour le personnel directement productif, les ouvriers et employés du secteur

militaire. Elles y sont renforcées, comme déjà dit, par des privilèges matériels considérables. Ceux-ci ne peuvent pas être étendus à la totalité de la population travaillante ni du jour au lendemain, ni même dans un laps de temps tant soit peu réaliste. Certes, une élévation substantielle des rémunérations ouvrières, si elle devait entraîner un changement des attitudes ouvrières dans la production (ce qui n'est pas fatal), serait théoriquement « rentable », elle « se rembourserait elle-même » – mais à la longue. Le régime devrait faire l'avance d'une hausse importante du niveau de vie – en attendant les effets sur la productivité au bout de plusieurs années. Ne disposant d'aucune réserve, il est hors d'état de le faire.

En deuxième lieu, toute réforme tant soit peu sérieuse du système productif-économique exigerait la mise au rebut d'une portion considérable de la bureaucratie à tous les niveaux, sommets exceptés, des entreprises, de l'économie et du Parti lui-même. Et cela, non pas tant pour des raisons d'« économie », mais pour des raisons d'organisation et de fonctionnement : postes, mode d'être et mode de (non-) agir de cette bureaucratie sont indissociablement liés au mode d'être et au mode de (non-) fonctionnement actuel du régime. Dans ce cas encore, une réforme pourrait être « autorembourante » à la longue, même du point de vue de ces couches prises abstraitement et dans leur totalité ; cela ne signifie nullement qu'elle serait tranquillement acceptée par ces millions de privilégiés – qui sont le seul appui du régime dans la société non militaire. Non acceptée, cela veut dire calmement et efficacement sabotée.

Ce qui conduit directement à une troisième et dernière remarque. Une réforme comme celle que je discute ici n'est pas une disposition juridique et ne peut pas être effectuée par un – ou vingt et un – décrets. Le changement social considérable qu'elle impliquerait ne pourrait avoir effectivement lieu que s'il était impulsé, animé, matérialisé par l'activité d'un groupe social important. Concrètement, il faudrait des centaines de milliers, sinon des millions, de « nouveaux cadres », animés d'un autre esprit et fonctionnant selon d'autres normes pour l'introduire, l'appliquer, la faire fonctionner (à l'encontre de tous les concernés, bureaucrates aussi bien qu'ouvriers du reste) à tous les endroits de cette immense toundra boueuse qu'est l'économie russe. L'émergence, et encore plus le succès, dans le P.C.U.S. d'un tel groupe est absolument hors de question.

La réforme pourrait-elle être faite à pas de tortue, petit à petit, de proche en proche ? Non ; elle y perdrait toute efficacité. Par où commencer ? Et à quoi cela servirait-il de produire des tracteurs ou des combinés meilleurs ou plus nombreux avec les kolkhozes tels qu'ils sont ? À quoi serviraient des industries mieux organisées en amont, si l'aval ne fonctionne pas, et comment réformer les industries de l'aval, si l'amont leur fournit des machines qui marchent mal ? L'immensité du problème fait qu'une réforme globale est impossible, et que toute réforme partielle serait enlisée et annulée dans ses résultats par la réaction et la rétroaction des parties non réformées. De cela, on a eu l'ample confirmation expérimentale depuis la mort de Staline. On sait que la succession des « réformes » introduites pendant la phase khrouchtchévienne n'a en rien amélioré la situation. On sait également que la dernière « grande » réforme remonte à 1965, qu'elle comportait des mesures incohérentes témoignant des conflits entre secteurs de la bureaucratie (par exemple, elle accordait aux directeurs d'entreprise la possibilité de licencier des ouvriers, mais non pas de contrôler le fonds des salaires de leur entreprise, la deuxième disposition annulant pratiquement le sens économique de la première), et que ses dispositions « rationalisatrices » ont été officiellement violées dès le départ (par exemple, quant aux « indices » requis des entreprises en matière de résultats). Et une fois de plus, à la fin 1979 puis pendant le Comité central de l'automne 1980, on a pu assister aux longs et ennuyeux réquisitoires de Brejnev contre l'inefficacité, l'incohérence et les échecs de l'organisation économique – lesquels, une fois de plus, n'ont conduit à

rien d'autre qu'à des changements de l'organigramme des ministères. Seul « indice de réalité » dans la vaine et interminable logorrhée bureaucratique : le décret de juillet 1979 – quelques mois avant l'Afghanistan – qui va nettement « dans le sens d'un renforcement de la centralisation du pouvoir de décision aux mains du P.C.U.S., d'un resserrement du contrôle à tous les niveaux, d'une prééminence des intérêts collectifs (lisez : des intérêts de l'État, C. C.) sur les intérêts individuels »⁴.

Mais allons plus loin, et posons une question provocante : est-ce que le régime « voudrait » vraiment le développement de l'économie non militaire ? La question paraîtra absurde : pourquoi le régime refuserait-il une amélioration de la situation économique intérieure, s'il pouvait l'obtenir à peu de frais, ou sans frais ?

Et pourtant : il est facile de produire un cas, d'une importance capitale, montrant que le régime pourrait obtenir immédiatement une amélioration très sensible de la situation économique sans que cela lui coûte rien – et qu'il ne le fait pas. C'est le cas de la production agricole – plus précisément, de la production alimentaire.

Dans ce cas, un décret suffirait. D'un trait de plume, demain matin, M. Brejnev pourrait augmenter très sensiblement la production d'une foule de denrées agricoles, qui composent une part très importante (un tiers au moins, sans doute davantage) de la consommation alimentaire des populations urbaines. Il lui suffirait pour cela d'augmenter substantiellement l'étendue des « lopins individuels » des kolkhoziens et des employés et ouvriers des sovkhozes. Ceux-ci représentent actuellement moins de 3 % des terres arables, mais fournissent, en 1976, plus d'un quart de la production agricole totale, presque exclusivement des denrées alimentaires, la plus grande partie en étant vendue sur les marchés kolkhoziens des villes. Il existe donc des marges très importantes pour augmenter la production « marchande » des paysans, sans nullement entamer à un degré sérieux la « propriété du peuple tout entier », ni la position de la bureaucratie agraire. Le danger que les kolkhoziens délaissent encore plus le travail sur la « terre du peuple tout entier » pour travailler sur leurs lopins pourrait être facilement maîtrisé : par exemple, la jouissance des lopins additionnels pourrait être liée à l'accomplissement des prestations dues de travail. Le seul effet substantiel d'une telle mesure serait un effet sur les circuits d'épargne, sans signification politique ou autre. La population russe dans son ensemble, et la population urbaine en particulier, est condamnée actuellement à une considérable épargne forcée : elle ne peut pas dépenser ses revenus, car tout simplement elle ne trouve pas de marchandises à acheter. Le total des comptes d'épargne est passé de 11 milliards de roubles en 1960 à 146,2 milliards fin 1979 ; on estime qu'au total « l'accumulation monétaire de la population est actuellement d'environ 200 milliards de roubles, au minimum »⁵. À part des effets du second ordre qui ne nous intéressent pas ici (baisse éventuelle des prix sur le marché kolkhozien, etc.), le résultat d'une telle extension du marché kolkhozien serait une augmentation des dépenses alimentaires de la population urbaine se traduisant par un accroissement à peu près équivalent des revenus de la paysannerie, laquelle, ne trouvant pas plus qu'auparavant des marchandises industrielles à acheter, les accumulerait sous forme de comptes d'épargne ou de liquide. Tout aussi négligeables seraient les effets « idéologiques » : même Andrieu ou Fiterman pourraient trouver une façon de pré-

4. M.A. Crosnier, « Mise à jour avril 1980 », in *Panorama de l'U.R.S.S.*, Le Courrier des pays de l'Est – Documentation française, n° 226-227, février-mars 1979, p. 248.

5. V. Zaslavsky, « The Ethnic Question in the U.S.S.R. », *Telos*, n° 45 (automne 1980), p. 70 ; *Panorama de l'U.R.S.S.*, *loc. cit.*, p. 238 ; I. Birman, « The Financial Crisis in the U.S.S.R. », *Soviet Studies*, 32, 1 (janvier 1980), p. 86.

senter une telle mesure comme une « nouvelle victoire du socialisme », preuve de la « consolidation victorieuse de la propriété du peuple tout entier sur la terre », etc.⁶.

Cela serait faisable – et cela ne se fait pas. Non pas que les dirigeants ne soient pas capables d’y penser – ils ont déjà joué avec les lopins individuels, et récemment encore Brejnev prononçait, à leur sujet, des paroles encourageantes. Mais des paroles seulement. C’est, très certainement, que cela ne les intéresse pas. Plus généralement : un véritable « développement » de l’économie non militaire ne les intéresse pas. Et cela, parce qu’un tel développement serait aussi, jusqu’à un certain point, un développement de la *société* elle-même – de la société non militaire – qui pourrait tendre à diminuer son assujettissement au contrôle des organismes dominants.

Il y a ici, sans doute, de multiples surdéterminations. Le régime ne peut pas *et* ne veut pas développer l’économie non militaire. S’il le voulait, il ne le pourrait pas ; et, s’il le pouvait, il ne le voudrait pas. (J’ai essayé d’éclairer la première proposition dans les pages qui précèdent, et ailleurs depuis longtemps⁷ et j’ai discuté l’exemple fictif des lopins paysans pour illustrer la deuxième.) La prosopopée – « le régime » – est évidemment utilisée ici comme sténographie. Il ne s’agit pas de décisions délibérées, signées et datées ; ni d’un sadisme (ou snobisme) des dirigeants dont le caviar deviendrait insipide s’ils savaient que les autres mangent aussi à leur faim. La « volonté » du régime est la résultante anonyme et largement aveugle de toutes ses poussées et de toutes ses inerties. Il existe des objectifs *contre* lesquels se dressent inmanquablement et efficacement des individus, des groupes, des couches, des secteurs, des dispositifs institutionnels, des manières de voir, de se représenter, de penser et de faire les choses ; et il existe des objectifs *pour* la réalisation desquels tous ces facteurs s’assemblent et travaillent en commun sans que personne ne l’ait explicitement décidé. Et cette « volonté » du régime se lit sur ses résultats : là où le régime « veut », il peut, et là où il peut, il « veut ». Il veut et il peut le développement de la société militaire, le surarmement et l’expansion extérieure.

Certes il n’y a pas, et il n’y a jamais eu, pour le régime, de choix libre, dans l’absolu, sur une table rase, entre la surpuissance militaire et la « prospérité » économique. Mais, presque dès le départ, chacun de ses pas l’a poussé dans la première voie – *du simple fait qu’il lui barrait la seconde*. Même lorsqu’il était encore loin de poursuivre la puissance militaire *per se*, en s’acharnant à obtenir la pseudo-« industrialisation » du pays par les seuls moyens de la violence et de l’hyper-contrôle bureaucratique – excluant par là, nécessairement, aussi bien la participation des producteurs que les stimulations et régulations des mécanismes du marché – il créait et consolidait continuellement la situation qui rendait impossible tout « développement » d’un autre type, et toute réforme substantielle d’un énorme édifice qui pourrissait au fur et à mesure de sa construction. Cette situation est là partout, lourdement et presque irréversiblement *matérialisée* dans le système absurde des prix, dans les proportions des capacités de production, dans la répartition géographique et professionnelle de la force de travail, dans la qualité des matériels, dans l’absence de stocks, dans le gaspillage perpétuel, dans la corruption systématisée, dans la destruction de toute motivation (autre que la préservation de sa niche personnelle pour le citoyen ordinaire, ou l’arrivisme moyennant l’opportunisme, le cynisme, l’intrigue, la flatterie et la trahison pour le bureaucrate), et enfin, succès suprême du régime, dans le renoncement de tous à tout espoir de modifi-

6. Certes, parallèlement à l’extension de l’étendue des lopins, on devrait faciliter un approvisionnement accru des kolkhoziens en quelques autres inputs agricoles (essentiellement engrais et fourrages). Ni politiquement, ni économiquement, cela ne pourrait poser des problèmes graves.

cation et dans l'attachement désespéré de presque tous au *statu quo* et leur lutte pour sa préservation. (Sur ce dernier point, les descriptions et analyses de Zinoviev contiennent ce qui me semble un grain essentiel de vérité.) Tel a été le grand acquis de la période stalinienne, son héritage qui avait déjà scellé l'impossibilité de toute autoréforme tant soit peu substantielle de la bureaucratie.

Il n'y a ni décision délibérée de quelqu'un ou de quelques-uns de maintenir le pays dans sa demimisère rampante ; ni des « lois objectives du système » qui l'empêchent d'en sortir. Mais il n'y a pas certes davantage de nécessité inéluctable, présente partout et toujours, poussant au « développement des forces productives ». Les forces productives se développent lorsque le système social est orienté vers un tel développement, lorsque les dispositifs institutionnels et les comportements et motivations des hommes, adéquatement articulés les uns aux autres, le permettent et le « visent ». Ni les proclamations programmatiques, ni l'« idéologie », ni le knout, ni l'hôpital psychiatrique ne suffisent pour le déclencher. Or de tels dispositifs institutionnels, de tels comportements et motivations des hommes existent visiblement bel et bien dans la société russe – mais dans un secteur, et un seul : le secteur militaire. C'est pour cela que s'y réalise ce qui s'avère péniblement et répétitivement impossible dans les secteurs non militaires : un développement technologique et productif *efficace* (même s'il n'est pas *efficient*), une constance, continuité et cumulativité des orientations, des efforts, des résultats, une cohérence des moyens mis en œuvre entre eux et avec les fins visées, une organisation qui, au total, *fonctionne* (à travers et au-delà de ce qui doit être ici aussi, sans aucun doute, un océan de gâchis bureaucratique).

Au plan intérieur, on ne peut pas dire que le régime fait face à une crise, au sens habituel du mot : au plus pourrait-on dire (en utilisant le mot inventé par les psychiatres du K.G.B. pour caractériser la prétendue « schizophrénie » des dissidents) qu'il traverse une maladie chronique *tépid*e dont il est incapable de sortir. Il est tout autant dans l'impossibilité d'engager des réformes que d'engendrer des réformateurs. À supposer même qu'il puisse surgir au sommet de la bureaucratie un nouvel autocrate audacieux et « éclairé » – hypothèse absurde –, il ne trouverait, dans la bureaucratie du Parti/État, aucun groupe qui pourrait et voudrait le soutenir. La « direction collégiale » elle-même est un puissant facteur de conservatisme, qui s'ajoute à tous les autres : en son sein, les pressions et les contre-pressions sont bien assises et suffisamment équilibrées pour empêcher tout changement important. (Ce n'est pas là une nouveauté historique : une oligarchie inamovible et autocooptée tend à être infiniment plus conservatrice que toute autre forme de régime, et même que la monarchie absolue, dans laquelle le changement de la personne du monarque peut souvent marquer aussi des changements d'orientation.) Dans ce conservatisme général et total *se conserve* aussi ce qui a graduellement acquis une poussée, un moment cinétique formidable : l'expansion de l'armée et de la société militaire.

Cornelius Castoriadis.

7. Voir, entre autres, les textes réunis maintenant dans *La Société bureaucratique*, vol. 1 et 2, Éd. 10/18, Paris, 1973 ; et « Le régime social de la Russie », *Esprit*, 1978, n° 7-8, pp. 6 à 23, pour une liste complète de références.